



COMMISSION EUROPÉENNE

Bruxelles, le 16.5.2024
C(2024) 3399 final

Son Excellence
Stéphane Séjourné
Ministre de l'Europe et des Affaires
étrangères
37, Quai d'Orsay
F-75351 Paris
France

Objet: Notification 2024/0092/FR

Projet de délibération relative à la liste des services qualifiés d'intérêt général, en application des dispositions de l'article 20-7 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication

Émission d'observations en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la directive (UE) 2015/1535 du 9 septembre 2015

Excellence,

Dans le cadre de la procédure de notification prévue par la directive (UE) 2015/1535¹, le 20 février 2024, les autorités françaises ont notifié à la Commission le projet de «délibération relative à la liste des services qualifiés d'intérêt général, en application des dispositions de l'article 20-7 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication» (ci-après le «projet notifié»).

Le projet nouvellement notifié vise à mettre en œuvre l'article 20-7 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986, qui a été introduit par l'ordonnance n° 2020-1642 du 21 décembre 2020 portant transposition de la directive (UE) 2018/1808 (ci-après la «directive SMA»)². Selon les autorités françaises, l'article 20-7 trouve son origine dans l'article 7 bis de la directive SMA, qui est une disposition facultative permettant aux

¹ Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information (texte codifié), JO L 241, 17.9.2015, p. 1.

² Directive (UE) 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 modifiant la directive 2010/13/UE visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la fourniture de services de médias audiovisuels (directive «Services de médias audiovisuels»), compte tenu de l'évolution des réalités du marché.

États membres de prendre des mesures afin d'assurer une visibilité appropriée pour les services de médias audiovisuels d'intérêt général.

Le projet notifié concerne la liste des services automatiquement qualifiés d'intérêt général au sens de l'article 20-7 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (médias de service public en France et la chaîne TV5 pour l'exercice de leurs missions de service public) et ceux qui peuvent ensuite être désignés comme tels par l'Autorité nationale de régulation, Arcom, sur la base de certains critères. La deuxième catégorie peut inclure les services de télévision nationaux gratuits titulaires d'une autorisation de diffusion délivrée en application de l'article 30-1 de la loi du 30 septembre 1986, ainsi que les services de médias audiovisuels à la demande, mis à disposition gratuitement pour l'utilisateur, intrinsèquement liés à ces services de télévision et édités par les éditeurs de ces derniers, leurs filiales ou les sociétés qui les contrôlent au sens du 2° de l'article 41-3 de la loi du 30 septembre 1986 susvisée ou des filiales de celles-ci. Les prestataires de services relevant de cette deuxième catégorie doivent appliquer et communiquer leur liste de services d'intérêt général à l'Autorité nationale de régulation.

Dans le cadre du projet notifié, les services de la Commission ont adressé aux autorités françaises une demande d'informations complémentaires le 6 mars 2024 afin d'obtenir des éclaircissements sur les mesures du projet notifié. Les réponses apportées par les autorités françaises le 15 mars 2024 sont prises en compte dans l'évaluation suivante. L'examen des dispositions pertinentes du projet notifié a amené la Commission à émettre les observations suivantes.

Compatibilité du projet notifié avec l'article 56 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne

En réponse à la demande d'informations complémentaires de la Commission concernant la notification 2024/0092/F, les autorités françaises ont indiqué que la liste des services d'intérêt général qui sera établie par l'Arcom et qui est fondée sur une procédure de demande peut inclure des sociétés non établies en France. Les autorités françaises ont précisé que l'éligibilité des services dépend du respect des conditions de l'article 20-7 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication et/ou des critères précisés dans le projet notifié. Il existe notamment une obligation de diffuser ou de distribuer leurs services à l'ensemble de la population de la France métropolitaine.

Il ressort donc des informations complémentaires fournies par les autorités françaises qu'il n'y a pas de discrimination directe à l'encontre des prestataires de services de médias étrangers en ce qui concerne l'éligibilité au dépôt d'une demande.

Toutefois, la Commission tient à rappeler que la CJUE a adopté une interprétation étroite des restrictions autorisées à la libre prestation des services. L'article 56 TFUE exige non seulement l'élimination de toute discrimination à l'encontre des prestataires de services en raison de leur nationalité ou du fait qu'ils sont établis dans un État membre autre que celui où les services doivent être fournis, mais également la suppression de toute restriction, même si elle s'applique indistinctement aux prestataires nationaux de services et à ceux d'autres États membres, qui est susceptible d'interdire, d'entraver ou de rendre moins avantageuses les activités d'un prestataire de services établi dans un autre État membre où il fournit légalement des services similaires³.

³ Voir, par exemple, l'arrêt du 25 avril 2013, Jyske Bank Gibraltar (C-212/11, EU:C:2013:270, points 58) à 59)).

Sur la base de ce qui précède et conformément aux observations formulées dans les notifications TRIS [2020/813/D](#) et TRIS [2023/205/I](#), la Commission attire l'attention des autorités françaises sur la nécessité de veiller à ce que les conditions pratiques entourant la procédure de demande prévue dans le projet notifié, telles que les exigences linguistiques et les informations relatives à l'appel à candidatures, ne restreignent pas la libre prestation de services pour les fournisseurs de services de médias établis en dehors du territoire français. Ce besoin découle également de l'article 11 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui consacre, entre autres, la liberté de «recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière».

La Commission invite les autorités françaises à tenir compte des observations susmentionnées.

La Commission rappelle par ailleurs aux autorités françaises qu'une fois le texte définitif adopté, elles doivent le communiquer à la Commission conformément à l'article 5, paragraphe 3, de la directive (UE) 2015/1535.

Veillez agréer, Votre Excellence, l'expression de ma haute considération.

Pour la Commission

Roberto Viola
Directeur général
Direction générale des réseaux de
communication, du contenu et des
technologies